Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales

Herausgeber: Société d'Etudes Economiques et Sociales

Band: 21 (1963)

Heft: [1]: La Suisse, l'URSS et l'Europe orientale

Artikel: Le développement industriel de l'URSS et des pays de l'Est européen depuis 1945

Autor: Kaser, C.

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-135621

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 09.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Le développement industriel de l'URSS et des pays de l'Est européen depuis 1945

M. C. KASER
professeur à l'Institut universitaire de hautes études internationales[1], *Genève*

Il y a cent ans, le philosophe et protomarxiste Herzen traita le fondateur de l'anarchisme, Bakounine, de « Christophe Colomb sans Amérique, sans même un bateau ». Il faut se demander si cette remarque ne s'applique pas à l'industrialisation de l'Union soviétique et des pays de l'Est. Le dirigisme économique et social est-il le navigateur voguant vers un nouveau monde de l'industrialisation rapide? Les déshérités d'aujourd'hui, les pays sous-développés, doivent-ils s'embarquer sur son navire ou peuvent-ils arriver grâce au voilier poussé par les vents du marché libre? Il est donc important de voir si l'essor industriel surprenant aurait pu avoir lieu dans les conditions physiques de l'Est, mais sous la gestion de l'Ouest.

Pour répondre à cette question, nous nous permettons de diviser notre examen en cinq propositions. D'abord la constatation soviétique, liant l'industrialisation au socialisme marxiste; ensuite le progrès de l'Est dans son ensemble et par branches; puis troisièmement une comparaison avec les pays capitalistes. En quatrième lieu, nous aborderons un pronostic de ce qu'on appelle la « concurrence pacifique »: comme le dit le *Programme* du Parti communiste soviétique, adopté aux assises d'octobre 1961, « l'Union soviétique, en créant la base matérielle et technique du communisme, dépassera le pays capitaliste le plus fort et le plus riche, les Etats-Unis, dans la production par tête d'habitant »[2]. Et, finalement, l'analyse des facteurs physiques qui ont contribué à cette expansion, afin d'en isoler le facteur d'organisation ou de gestion.

La proposition soviétique

L'affirmation soviétique est sans équivoque. A ce sujet nous pouvons citer un livre publié l'année passée à Moscou, intitulé *Une critique de la Théorie de la régularisation de l'économie capitaliste par l'Etat*[3]. « La planification de la production sociale devient possible seulement dans le cas où le système de gestion économique assure que le pouvoir est détenu par les producteurs directs, c'est-à-dire par la dictature du prolétariat, et que

[1] Fonctionnaire à la Commission économique pour l'Europe, l'auteur tient à signaler que les opinions exprimées dans la présente étude n'engagent pas le Secrétariat des Nations Unies.
[2] *Programme du Parti communiste de l'URSS*, partie II, Moscou, 1961.
[3] R. Hafizov: *Kritika teorii gosudarstvennogo regulirovaniia kapitalistitcheskoi ekonomiki*, Editions de l'Institut des relations internationales, Moscou, 1961, p. 16.

les moyens de production appartiennent à la société entière. » L'argument est complété par un manuel soviétique d'économie politique : « La loi fondamentale du socialisme... est la satisfaction la plus complète des besoins sans cesse croissants de la société tout entière, par le moyen d'un développement continu et rapide de la production. » Mais « le développement des forces productives... ne se fait pas spontanément. Un rôle décisif dans l'organisation de la production... appartient à l'Etat socialiste... La planification de l'économie est un des avantages décisifs du régime socialiste sur le régime capitaliste. La preuve en a été faite pratiquement par les immenses réalisations enregistrées dans le développement de l'économie de l'URSS et des pays de démocratie populaire [1]. »

L'argument est clair : la planification accélère la croissance économique mais cela ne peut s'appliquer qu'en pays socialiste, où — citant toujours le *Manuel* — « l'Etat concentre entre ses mains les principaux moyens de production, l'appareil financier et commercial, l'appareil de gestion de toutes les branches de l'économie nationale, le personnel productif, technique et scientifique » [2]. Pour l'industrie tout au moins, ces conditions ont été rapidement instaurées après les transformations politiques résultant de la guerre. Les biens allemands et italiens furent saisis par les gouvernements ou, dans les pays alliés au Troisième Reich, soumis à une exploitation mixte avec les autorités soviétiques. En Pologne, en Tchécoslovaquie et en Albanie les entreprises importantes furent nationalisées tout de suite, mais ce fut pendant les six mois à partir de Noël 1947 que survinrent des changements radicaux. La nationalisation massive de l'industrie fut décrétée en Bulgarie à Noël 1947 et en Hongrie à Pâques 1948 ; un mois plus tard ce fut le tour de la Tchécoslovaquie et en juin 1948 celui de la Roumanie. A la fin de 1948, en Allemagne de l'Est seulement, l'industrie privée produisait plus d'un cinquième de la production industrielle ; ailleurs le secteur privé se composait surtout de l'artisanat. Diverses mesures vinrent achever la socialisation (entreprises d'Etat ou coopératives) dans les trois années suivantes, quoique en Allemagne de l'Est 3,6 % de la production industrielle demeure toujours dans le domaine privé et que 7,1 % sorte des firmes semi-privées [3].

C'est en 1948 donc que fut tirée la ligne de partage dans la gestion de l'industrie, et c'est en cette même année que le niveau d'avant-guerre fut de nouveau atteint. Cela fut précisément le cas en Tchécoslovaquie, en Hongrie et en Union soviétique ; la Pologne et la Roumanie regagnèrent, pour leur territoire actuel, leur niveau d'avant-guerre en 1949 et l'Allemagne de l'Est en 1950 ; l'Albanie et la Bulgarie sortirent de la guerre avec une production industrielle accrue, grâce à l'exploitation de leurs minéraux non ferreux pour l'industrie de guerre allemande [4], mais dans ces deux pays la contribution de l'industrie au produit national resta très faible.

---

[1] P. Nikitine : *Manuel d'économie politique*, Editions en Langues étrangères, Moscou, 1961, p. 254-257, 273.

[2] Nikitine : op. cit., p. 257.

[3] Chiffres de 1960.

[4] Les années considérées par les directions nationales statistiques comme norme d'avant-guerre sont 1936 en Allemagne de l'Est, 1937 en Pologne et en Tchécoslovaquie, 1940 en Union soviétique et 1938 ailleurs.

L'industrialisation réalisée

Il est justifié d'analyser le développement industriel au-delà du niveau d'avant-guerre comme effort planifié, sous gestion étatiste, dans tous les pays de l'Est européen, et, évidemment, en URSS.

Citons d'abord les chiffres de la production globale de l'industrie, en ordre croissant de grandeur. En 1961, l'Allemagne de l'Est dépassa le niveau d'avant-guerre de 3,4 fois, la Hongrie et la Tchécoslovaquie d'à peu près 4 fois et demie, l'Union soviétique et la Roumanie de 5,8 fois, la Pologne de 8,6 fois, la Bulgarie de 13,5 fois et l'Albanie de 27 fois. En prenant comme base l'année où le niveau d'avant-guerre fut atteint, le taux de croissance moyen annuel jusqu'en 1961 est de 11 % en Allemagne de l'Est et en Tchécoslovaquie, 12 % en Hongrie, 13 % en Union soviétique, 14 % en Roumanie, 16 % en Pologne et en Bulgarie, et 20 % en Albanie. C'est un essor remarquable, dépassant nettement l'augmentation moyenne annuelle des économies de marché (5,5 %), soit 8,3 % dans les pays les moins industrialisés (c'est-à-dire ceux dont la production par habitant dans les industries manufacturières ne dépassait pas 50 dollars en 1953), 6,6 % dans les pays plus évolués (100 à 199 dollars), et dépassant de loin le 5,1 % annuel enregistré dans les pays les plus industrialisés dont l'industrie produisait plus de 200 dollars par habitant [1]. Mais le taux d'accroissement des pays de l'est de l'Europe dépassait de très peu le 11 % par an enregistré par les pays légèrement industrialisés, c'est-à-dire ceux dont la production industrielle par habitant atteignait entre 50 et 99 dollars en 1953.

Il a été souvent reproché aux soviétologues de se baser sur des chiffres publiés par les bureaux statistiques des pays de l'Est. Cependant il ressort de l'étude profonde sur la statistique industrielle soviétique du professeur Grossman « qu'il n'y a probablement pas de déformation numérique (falsification) des données de la production physique dans la statistique soviétique publiée » [2]. L'indice agrégatif des données physiques présente évidemment cet inconvénient que la croissance calculée est d'autant plus rapide, que l'année de pondération est plus ancienne [3]. De plus, ces pays utilisent l'agrégation globale pour l'indice industriel, c'est-à-dire la somme des ventes et l'augmentation de stocks, au lieu d'employer la valeur ajoutée, ce qui est l'usage ailleurs dans le monde. Néanmoins il faut souligner que si pour la Hongrie l'indice pour 1961 (1938 = 100) est de 466 selon le calcul global, il est de 422 selon le calcul net, tous deux étant des indices officiels. Pour l'Union soviétique l'indice officiel global pour 1958 (1950 = 100) est de 247, et un calcul officieux américain de la valeur ajoutée est de 202 [4].

---

[1] Moyennes tirées du *Bulletin mensuel de statistique* des Nations Unies, février 1962, p. xvi, et se référant à l'augmentation entre 1948 et 1960.

[2] G. Grossman : *Soviet Statistics of Physical Output of Industrial Commodities : Their Compilation and Quality*, Princeton, University Press, 1960, p. 133.

[3] Pour une comparaison de cet effet, dit de « Gerschenkron », en URSS et aux Etats-Unis voir A. Bergson : *The Real National Income of Soviet Russia since 1928*, Harvard University Press, Cambridge (Mass.), 1961, p. 209-214.

[4] N. Kaplan et R. Moorsteen : « Un indice de la production industrielle soviétique », *American Economic Review*, juin 1960, p. 303. L'indice officieux ne comprend pas la production du matériel de guerre.

Les différences seraient plus accusées si l'on se référait à l'indice officiel d'avant 1949, mais ce dernier n'influence pas beaucoup l'analyse actuelle [1].

Toujours selon les indices officiels, les branches les plus dynamiques quant à l'essor industriel des pays de l'Est ont été partout celles de la construction des machines et de la chimie (voir tableau), même dans les pays déjà fortement industrialisés avant la guerre. Le taux de croissance annuel de l'industrie mécanique entre 1950 et 1961 a été de 16 % en Union soviétique et en Tchécoslovaquie, où le niveau de 1950 dépassait largement celui d'avant-guerre; l'Allemagne de l'Est en 1950 n'atteignait que le niveau de 1936, mais ensuite l'augmentation s'est poursuivie au taux de 13 % par an, taux égalé en Hongrie où, cependant, en 1950 déjà la production dépassait le double de 1938. Dans les autres pays où la construction des machines était très restreinte jusqu'en 1950, l'essor ultérieur a été partout de 20 % par an. Un certain élan dans cette branche résulta de la modification des plans à longs termes en 1951 à la suite du réarmement décidé après le déclenchement de la guerre de Corée, mais au fond l'impulsion a été donnée par la règle centrale des planificateurs soviétiques: « La relation correcte entre les deux branches de la production sociale requiert surtout le développement préférentiel des branches fabriquant les moyens de production, au premier rang desquelles se trouvent l'industrie lourde et son cœur — la construction des machines [2] ». Cette thèse n'est incontestable que pour une économie autarcique, mais cela ne gênait nullement les planificateurs de l'Est européen de l'époque.

L'industrie chimique, après la guerre rasée en Allemagne de l'Est, rudimentaire en Union soviétique, et très peu importante ailleurs, s'est accrue ensuite à des taux uniformément élevés: depuis 1950 généralement de 15 % par an, quoique l'accroissement ait été plus rapide (21 %) en Roumanie et plus lent en Allemagne de l'Est (11 %). Durant cette période les produits de base (engrais, caoutchouc synthétique, acide sulfurique, soude) constituaient la plupart des livraisons, mais récemment les matières plastiques, le nylon, etc., s'y sont ajoutés en quantités notoires.

C'est seulement en Roumanie que l'industrie chimique — grâce à des gisements importants — peut être considérée comme la clef de l'industrialisation. Dans les autres pays peu industrialisés en 1945 la sidérurgie a occupé la première place; en Allemagne de l'Est, en Bulgarie, en Roumanie et en Tchécoslovaquie son taux de croissance a dépassé la moyenne industrielle, et en Hongrie l'a égalée; en Pologne et en Union soviétique, la production a triplé entre 1950 et 1961.

Comme l'indique la règle citée plus haut, les branches fabriquant les moyens de production ont été délibérément favorisées: seule l'industrie minière n'en a pas bénéficié et cela par suite des problèmes de main-d'œuvre et d'une fausse politique d'investissement. Les industries dites « légères » — en principe les textiles et l'alimentation — sont donc devenues les cendrillons, situation aggravée par l'échec des plans agricoles. Néanmoins ces branches ne sont pas restées stationnaires; à part une seule branche dans un

---

[1] Pour les observations de l'auteur sur l'indice industriel jusqu'en 1949 voir M. C. Kaser: « La planification soviétique et le système des prix », *Economic Journal*, mars 1950, p. 86-89.

[2] *Polititcheskaia ekonomia: uchebnik*, 3e éd., Moscou, Gospolitizdat, 1958, p. 461.

seul pays — les textiles hongrois — ces industries ont augmenté d'un minimum de 2,5 fois entre 1950 et aujourd'hui.

Une comparaison avec les économies de marché

Pour conclure cet aperçu statistique, il peut être intéressant d'établir cette ventilation par branche pour deux groupes de pays ayant des économies de marché, soit d'une part les pays les plus industrialisés (production par tête dépassant 200 dollars) et d'autre part la couche immédiatement inférieure (production variant entre 100 et 199 dollars) [1]. Il faut toujours souligner que les chiffres des pays de l'Est se rapportent à la production globale et ceux des économies de marché à la production calculée d'après la valeur ajoutée. De plus, la spécialisation à l'intérieur d'une branche, qui est un des facteurs du développement technique et de la modernisation — en créant plus d'échanges entre les entreprises de la branche — gonfle l'indice global, tandis qu'elle n'a aucun effet sur un indice de la valeur ajoutée. En revanche, la technologie nouvelle tend a augmenter la valeur du capital fixe par unité de produit et à diminuer les entrées courantes. D'une part, les indices des pays de l'Est ne tiennent compte que très faiblement de l'emploi du capital fixe (l'intérêt n'est pas un coût, et les frais d'amortissement ont été anormalement bas pendant la plus grande partie de cette période [2]) ; d'autre part, une diminution des entrées courantes se reflète par un ralentissement de l'indice global, mais ne change pas la valeur ajoutée. En raison de ces deux tendances opposées, il est probable que l'indice type de l'Est européen progresse plus rapidement que l'indice occidental dans la période comparée : cela ressort des quelques calculs des deux variantes faits dans les bureaux orientaux de statistique [3]. Mais cela ne semble pas être le cas pour les périodes plus étendues [4].

Dans la construction des machines les pays les plus industrialisés n'ont avancé entre 1948 et 1960 que de 6,3 % par an, tandis que les pays qui n'étaient pas si hautement développés ont progressé au rythme de 7,4 % ; les pays de l'Est, sans procéder à une pondération exacte (très difficile à cause des variations de prix et des taux d'échange), ont enregistré un taux de 15 %. Le même taux a été atteint pour la chimie, alors que l'augmentation n'a été que de 8 % dans les pays industrialisés, mais nettement plus rapide (12,3 %) dans le second groupe des économies de marché, se trouvant ainsi proche de celle de l'Est européen. Il en est de même pour les métaux de base — presque 11 % dans les pays de l'Est, seulement 3,2 % en pays très développés et 10,6 % là où la proportion d'industrie était moins forte. Pour compléter la revue des industries lourdes, la production minière ne s'est développée qu'au taux modeste de 7 % ; dans les pays de l'Est

---

[1] Mêmes années, etc., que ci-dessus.

[2] En Union soviétique, les taux d'amortissement étaient si bas qu'ils supposaient une vie moyenne du capital industriel de quarante-trois ans (A. Yefimov : *Voprossi ekonomiki*, nº 9, 1959, p. 4). La réforme de ces taux n'aura lieu en URSS qu'en 1963, et ailleurs les réformes sont récentes (1958 en Albanie, 1959 en Hongrie, 1952 en Pologne).

[3] Voir l'*Etude sur la Situation économique de l'Europe en 1961*, Genève, Nations Unies, 1962, chapitre II de la partie I. Ci-après désignée l'*Etude*.

[4] Voir l'étude approfondie de A. Brody : *Közgazdasági szemle*, nº 11, 1961, p. 1352-1362.

européen elle n'a progressé que de 2,4 % dans les économies industrielles, bien que l'accroissement ait atteint 6,6 % dans la seconde couche des économies de marché.

Dans les branches fabriquent des biens de consommation, la conjoncture de l'industrie textile a réduit le taux de croissance à 6,7 % dans les pays hautement ou moyennement industrialisés; en revanche — en dépit d'une certaine pénurie de matières premières et d'investissement (surtout jusqu'en 1954) — cette branche à l'Est a connu une augmentation moyenne de presque 9 %. Enfin, dans tous les pays, au cours des années d'après-guerre on a vu augmenter le degré de fabrication, ce qui apparaît dans les taux d'accroissement de 3 et de 5 % dans les deux premières classes des économies de marché et de 9 % dans les économies de l'Est.

Il ressort donc qu'à l'Est l'essor d'après-guerre a dépassé nettement le progrès occidental; bien que jusqu'ici les industries « lourdes » aient été favorisées, l'industrialisation très poussée a déterminé une croissance des industries « légères » plus rapide qu'à l'Ouest. Il faut remarquer que des industries dites « légères » à l'Est produisent une plus grande proportion des biens de consommation que dans les pays de l'Europe occidentale ou de l'Amérique septentrionale. C'est seulement dans les années les plus récentes que des biens durables, comme les frigidaires, machines à laver, voitures personnelles, scooters, postes de télévision, aspirateurs, etc., sont produits par les industries dites « lourdes » en quantités importantes.

La « concurrence pacifique »

Cette constatation est importante pour la quatrième partie de notre analyse: l'expansion plus rapide de l'industrie dans les pays de l'Est réduira-t-elle à néant la marge de production par tête d'habitant qui subsiste actuellement entre eux et les pays capitalistes industrialisés?

Tranchons le problème en trois étapes. Premièrement, la courbe de croissance très rapide que nous venons de décrire a-t-elle tendance à s'aplatir? Deuxièmement, peut-on faire un pronostic sérieux sur les taux de croissance à l'Est et à l'Ouest? Si oui, où en sont les concurrents au départ du point de vue production et population?

Après la mort de Staline et avec la politique de Malenkov en URSS et le « Cours nouveau » dans l'Est européen les taux d'accroissement baissèrent sensiblement; tout récemment encore un nouveau ralentissement s'est fait sentir, comme le démontrent les chiffres pour 1961 [1]. Certes l'allure forcée des années précédant 1953 sera irréalisable dans l'avenir, mais les chiffres cités sont des moyennes comprenant trois ou quatre années à cette allure, et six ou sept à un rythme plus lent. Et même avec le ralentissement récent, la croissance industrielle en Union soviétique et en moyenne dans l'Est européen se situe autour de 9 %. Ce dernier taux est précisément celui atteint par les pays qui sont actuellement membres de la Communauté économique européenne depuis 1948; à notre avis un ralentissement ultérieur n'est pas probable, et il est donc raisonnable de considérer le taux actuel de 9 % comme « futurible » — mot emprunté à M. Bertrand

[1] Voir l'*Etude, op. cit.*

de Jouvenel [1]. Selon le Programme du Parti communiste de l'URSS la production globale de l'industrie sextuplera entre 1960 et 1980, ce qui correspond à un taux annuel compris entre 9 et 10 %. Cependant le Programme présume que l'efficacité de l'investissement en capital fixe, exprimée en unités de production, restera inchangée pendant ces vingt ans, bien qu'elle ait tendance à diminuer en URSS comme en Europe orientale et occidentale. Un « futurible » ni optimiste ni pessimiste se situerait à 8 % pour la région tout entière, vu que la Pologne et la Tchécoslovaquie ont publié des plans à long terme prévoyant une augmentation annuelle comprise entre 8 et 9 % jusqu'en 1980. Depuis 1953, les Etats-Unis et le Canada ont enregistré respectivement des augmentations annuelles de 2 et de 4 % et l'Europe de l'Ouest de 6,5 %. L'Angleterre dépassa de justesse les 3 % par an et son adhésion à la CEE, il faut l'espérer, entraînera une augmentation. Pour les membres de l'OCDE le but proposé par le Conseil ministériel à la fin de 1961 dépasse de 20 % les prévisions de Dewhurst [2]. Il est donc possible que l'Europe de l'Ouest, dont la population croît moins vite que celle de l'Europe de l'Est, aura le même taux de croissance par tête d'habitant que l'Europe de l'Est. Cette conclusion dépend, évidemment, du dynamisme d'une CEE élargie, et des plans en Europe orientale. Restent à comparer les deux grandes puissances industrielles : l'Union soviétique au commencement du Plan septennal en 1959 produisait à peu près 45 % de la production industrielle des Etats-Unis [3]. C'est donc une simple question d'arithmétique de composer un tableau des variantes possibles. Plusieurs auteurs l'ont fait — notamment M. Wagenführ, le chef de la statistique de la CEE, le professeur Campbell de l'Université d'Indiana [4] — et il en ressort que la prévision du Programme soviétique de dépasser les Etats-Unis dans une dizaine d'années n'a de chance de se réaliser que si les 9,5 % de l'URSS sont effectivement atteints et si le rythme américain se maintient à 2 %. Par contre, si les Etats-Unis passent au rythme canadien (4 %) et si l'URSS

Années requises pour l'égalisation des productions industrielles des Etats-Unis et de l'URSS

URSS Taux annuel de croissance	Etats-Unis Taux annuel de croissance		
	2 %	3 %	4 %
7 %	19	24	32
8 %	16	19	24
9 %	14	16	20

[1] *Bulletin SEDEIS*, nº 785, 20 avril 1961.

[2] J. F. Dewhurst, etc. : *Europe's Needs and Resources*, New York, Twentieth Century Fund, 1961.

[3] Ce pourcentage serait de 75 % selon les calculs de A. Tarn et R. Campbell (*American Economic Review*, septembre 1962), publiés alors que notre étude était sous presse. Si tel est le cas, le retard soviétique serait moindre que celui que l'on supposait généralement.

[4] R. Wagenführ : « La production industrielle soviétique dépassera-t-elle la production américaine ? » *Informations statistiques de la CECA*, juillet-août 1959, p. 177-197, et R. Campbell : *Soviet Economic Power*, Londres, Atlantic Books, 1960. C'est de ce dernier livre (p. 195) que le tableau est tiré.

continue à progresser au taux de 8 % que nous avons suggéré plus haut il faudrait un quart de siècle.

La population des Etats-Unis ayant atteint 186 millions en avril 1962 et celle de l'URSS venant de dépasser 221 millions, une comparaison par tête augmentera la marge américaine d'un cinquième. On peut *grosso modo* extrapoler cette marge parce que les derniers pronostics des démographes soviétiques situent la croissance naturelle de leur pays jusqu'en 1970 à 1,4 % et entre 1970 et 1980 à 1,1 % [1]; celle des Etats-Unis est du même ordre de grandeur (1,4 % jusqu'en 1970 et 1,6 % entre 1970 et 1975) [2].

Donnons pour situer le problème deux chiffres concrets: la production mensuelle soviétique d'électricité, qui mesure très grossièrement sa production industrielle, fut de 125 kWh. par tête d'habitant en 1960; celle de la Suisse s'élevait à 339 kWh.

La contribution de la planification

Opposer la Suisse à l'Union soviétique c'est confronter de la manière la plus accusée possible la structure pratique de la plus libre concurrence avec l'économie la plus dirigiste. Ce n'est pas pour rien que la Société du Mont-Pèlerin est née en Suisse! La Suisse peut être prise comme exemple aussi parce qu'elle représente parfaitement une moyenne pour l'Europe. Comme l'*Etude* précitée le démontre avec précision, la Suisse pendant les dix années après 1949 a enregistré une augmentation annuelle de 5,2 % du produit national brut: parmi les vingt-deux pays de l'Europe occidentale, avec une moyenne de 4,5 %, elle occupe le huitième rang entre les 7,4 % de l'Allemagne de l'Ouest et les 2,4 % de l'Angleterre [3]; il faut toutefois souligner qu'on ne parle plus de production industrielle, mais de produit national, car les investissements et la production dans l'industrie ne peuvent pas être considérés indépendamment des autres branches; pour que les investissements industriels atteignent leur but sous forme de production industrielle, un développement est exigé dans les transports, le commerce, l'agriculture ou le commerce extérieur selon le pays et aussi dans l'instruction publique, la formation professionnelle, les recherches et ainsi de suite. En Suisse, pendant ces dix ans, le rapport entre la proportion investie du produit national et l'augmentation du produit national a été de 4,5: cette fois encore la Suisse occupe le huitième rang, l'éventail autour du 4,5 suisse allant de 3,1 en Espagne à 9,5 en Norvège [4]. Ces chiffres impliquent qu'elle a investi 23,7 % de son produit national dans une Europe occidentale où cette proportion varie entre 15 et 33 %.

Comparons donc cette belle moyenne de la Suisse avec les quatre pays de l'Europe orientale dont la statistique permet la comparaison [5]. L'augmentation annuelle suisse de 5,2 % a été dépassée de peu en Hongrie (6,1), pour des raisons bien connues, mais

[1] Pour les sources de cette conclusion, voir l'*Etude* précitée.

[2] *L'évolution démographique de 1956 à 1976 en Europe occidentale et aux Etats-Unis*, Paris, OCDE, 1961, p. 140.

[3] Les calculs proviennent de la partie II de l'*Etude* précitée (tableaux 14 et 16 du chapitre II). Pour l'Irlande, le chiffre est de 1,3 %.

[4] L'Irlande exceptionnellement a souffert d'un rapport de 13,7.

[5] Les données pour la Bulgarie et la Hongrie portent sur les mêmes années que les calculs pour l'Europe occidentale et celles pour la Pologne manquent pour 1949; le calcul pour l'URSS se rapporte à 1959-1960.

Indices de la production industrielle en URSS et en Europe de l'Est

Colonne A: Indice global en 1950, niveau d'avant-guerre = 100 [1]
Colonne B: Augmentation annuelle en pourcentage entre 1950 et 1961

	Albanie		Allemagne		Bulgarie		Hongrie	
	A	B	A	B	A	B	A	B
Ensemble	415	18,5	111	10,8	309	14,4	179	10,5
Industries extractives	397 [2]	18,5 [2]	146	5,2	250 [2]	11,2 [2]	155	7,2
Métaux de base . .	—	—	62	13,4	1714	22,0	181	10,4
Construction de machines	383	18,5 [5]	109	12,9	1203	21,2	242	13,0
Produits chimiques .	—	50,6 [5]	178	11,0	430	22,2	228	16,1 [6]
Textiles	161	57,1	98	8,8	276	13,4	134	5,5
Produits alimentaires	571	14,2	79	10,8	249	10,7	175	8,3

	Pologne		Roumanie		Tchécoslovaquie		URSS	
	A	B	A	B	A	B	A	B
Ensemble	138	12,7	147	13,3	143	10,7	173	11,4
Industries extractives	. .	5,5 [2]	98	10,4 [3]	. .	7,9	144 [2]	9,0 [2]
Métaux de base . .	. .	10,6	193 [4]	14,5 [4]	. .	11,8	184	10,4
Construction de machines	. .	21,9	179	19,4	. .	16,0	183	15,7
Produits chimiques .	. .	17,5	171	21,3	. .	15,3	215	14,8
Textiles	. .	10,5	172	9,9	. .	6,7 [3]	112	8,7 [3]
Produits alimentaires	. .	8,4	107	9,0	. .	6,0	97	8,5

SOURCES: Annuaires statistiques nationaux; communiqués pour 1961 des Commissions du plan; *A magyar ipar, statisztikai adatgyüjtemény; Československo mezi IX-XI sjezdem KSČ.*

[1] Les années de base et les secteurs compris dans l'indice sont: Albanie, 1938, toutes les entreprises; Allemagne de l'Est, 1936, toutes les entreprises; Bulgarie, 1939, toutes les entreprises jusqu'en 1960, entreprises soumises à la planification centrale en 1961; Hongrie, 1938, entreprises d'Etat; Pologne, 1938 (territoire actuel), entreprises d'Etat et coopératives; Roumanie, 1938, entreprises d'Etat et coopératives; Tchécoslovaquie, 1937, entreprises gérées par les administrations centrales; URSS, 1940, toutes les entreprises sauf celles des fermes collectives.

[2] Carburants.

[3] 1960 au lieu de 1961.

[4] Métaux ferreux.

[5] 1959 au lieu de 1961.

[6] Caoutchouc exclu.

aussi par celles de la Pologne et de la Bulgarie avec 8,1 et 10,2 %. Pour l'Union soviétique, à cause du manque de données il faut s'en tenir aux 8 % de 1959. Dans l'Est européen la proportion investie a été inférieure — 18,8 à 21,5 % — aux 23,7 % de la Suisse, mais nettement plus grande en URSS (27,8 %). Au total, donc, l'efficacité du capital investi mesurée par le rapport entre ces paramètres a été plus élevée qu'en Suisse: double en Pologne, même plus en Bulgarie, quelque peu moins en Hongrie et en URSS.

Si, par contre, on prend les meilleurs pays de l'Europe occidentale, les chiffres soviétiques et hongrois (un rapport de 3,3) sont égalés par l'Allemagne de l'Ouest (3,3 précisément) ou presque égalés par l'Italie (3,7) et l'Autriche (3,9) tandis que, dans les pays sous-développés de l'Europe méridionale, la Turquie a enregistré un rapport de 2,6 (celui de la Pologne) et la Grèce un de 3 exactement. Il faut aussi constater que dans les deux parties de l'Europe ce rapport a été plus élevé dans les cinq premières années de la période choisie que dans la deuxième moitié de cette période, ce qui reflète un commun relèvement des proportions du produit investi et de l'efficacité marginale du capital.

En un mot, le système de gestion planifiée a pu relever l'efficacité de la production au niveau des meilleurs pays de l'Europe de l'Ouest par la seule voie de l'industrialisation. S'il avait pu entraîner les fermiers collectivisés (ou attendant de l'être) à un rythme de production plus élevé, on pourrait vraiment parler pour les années d'après-guerre d'un *Wirtschaftswunder* des deux côtés du mur de Berlin.

*

A la suite d'une discussion qui suivit la conférence reproduite ci-dessus, l'auteur souligna que son exposé s'était borné au sujet qui lui avait été confié, c'est-à-dire l'évolution de la production industrielle. Une étude complémentaire de la consommation des produits industriels aurait requis une analyse de la structure « potentielle » de la demande. Le conférencier fit remarquer deux aspects de ce problème. En premier lieu, il y a le degré de concordance de la production avec les préférences des consommateurs exprimées par leurs achats aux prix courants. Il s'agirait donc des changements de qualité, de la durée de vie des biens de consommation (M. Kaser cita des plaintes parues dans les journaux soviétiques au sujet de chaussures qui étaient hors d'usage après la première pluie, de postes de télévision renvoyés à la fabrique pour réparation avant même d'avoir été vendus), et de la quantité de produits disponibles dans les magasins de détail — et d'une manière générale, et de l'éventail des nuances et des marques qu'offre en principe une économie de marché. En second lieu, le mécanisme fiscal des pays de l'Europe de l'Est isole les prix à la production des prix de vente. C'est ainsi que les autorités économiques peuvent assurer la vente de l'éventail des productions choisies par eux en fonction de buts tels que la croissance de l'investissement et du produit national, sans tenir vraiment compte des « utilités fondamentales » chez l'acheteur. Une comparaison entre le « bien-être » créé par la distribution des produits selon le système est-européen et le « bien-être » des pays de l'Ouest européen serait d'autant plus difficile que, dans ces derniers pays, les tarifs douaniers et d'autres entraves à la compétition empêchent la libre formation des prix selon la loi de l'offre et de la demande.